

Le Chiapas dans les migrations internationales : déterminants et caractéristiques

Jean Clot

Jorge López Arévalo

Résumé

La migration des populations du Chiapas, État peu industrialisé et majoritairement rural au sud du Mexique, se sont longtemps cantonnées durant le XX^{ème} siècle au niveau régional et national, cela dans un pays à forte émigration internationale. Toutefois, on peut observer à l'aube du XXI^{ème} siècle un boom migratoire vers les États-Unis : l'État est en effet celui qui connaît sur la période 2000-2010 la variation relative la plus importante au Mexique en termes d'intensité migratoire. Dans cette chronique, nous allons donc nous pencher sur ce phénomène en mettant en lumière les caractéristiques et les différents facteurs contribuant à la migration internationale des chiapanèques.

Mots-clés : Migration internationale, Chiapas, Mexique

Resumen

Durante el siglo XX, el estado mexicano de Chiapas que se caracteriza por una baja industrialización y por ser predominantemente rural, presentó tasas de migración internacional prácticamente insignificantes, en un país de fuerte emigración hacia Estados Unidos; en efecto, las poblaciones migraban esencialmente a nivel regional y nacional. Sin embargo, se puede observar a principios del siglo XXI un boom migratorio hacia el país vecino del norte: durante el periodo 2000-2010, la entidad chiapaneca ha experimentado la variación relativa la más importante en México en términos de intensidad migratoria. En esta crónica, nos enfocaremos en dicho fenómeno poniendo de relieve las características así como los diferentes factores que propician la migración internacional de los chiapanecos.

Palabras claves: Migración internacional, Chiapas, México

Introduction

L'État du Chiapas, situé à l'extrême sud du Mexique à la frontière avec le Guatemala, a longtemps été pendant le XX^{ème} siècle une terre d'immigration et de transit, le phénomène d'émigration s'étant essentiellement circonscrit aux niveaux régional et national. Cependant, à partir du début des années 2000, on peut observer une forte intensification de l'émigration internationale vers les États-Unis.

Dans cette chronique, nous allons tout d'abord proposer une brève caractérisation du Chiapas, État rural qui présente des conditions chroniques de pauvreté et de marginalisation de ses populations. Il s'agira ensuite d'examiner quelles sont les tendances de la migration chiapanèque et d'identifier quels sont les déterminants du boom migratoire des années 2000, en nous arrêtant notamment sur les dimensions économiques, politiques, socioculturelles ou encore climatiques du phénomène.

Le Chiapas : un État de contrastes

L'État du Chiapas se trouve au sud-est du Mexique et borde la frontière avec le Guatemala sur environ 650 km ; il s'agit d'une région qui présente une géomorphologie variée (zones montagneuses, vallées centrales, côte pacifique, forêts tropicales) ainsi qu'une grande diversité en termes de climat, de faune et de flore.

L'État a enregistré une croissance démographique soutenue et constante : alors qu'elle comptait environ 1,5 million d'habitants en 1970, leur nombre avoisine les 5,3 millions en 2015. Il s'agit par ailleurs de l'un des États les plus ruraux du Mexique : plus de la moitié de la population vit dans des localités de moins de 2 500 habitants, soit environ le double de la moyenne nationale¹.

Du point de vue des activités économiques, le secteur primaire prédomine ; outre l'élevage et la pêche, on y produit essentiellement des matières premières telles que le café – le Chiapas est le premier producteur au niveau national – ou encore les bananes, les mangues, le maïs, le cacao et la canne à sucre. Il s'agit du schéma économique qui a prévalu depuis la fin du XIX^{ème} siècle. En outre, l'État est parcouru par d'importants cours d'eau, parmi lesquels le fleuve Grijalva sur lequel ont été construites plusieurs centrales hydroélectriques durant la deuxième moitié du XX^{ème} siècle. Aujourd'hui, le Chiapas fournit à lui seul près de la moitié de l'énergie hydroélectrique du pays. Au-delà de ces aspects, les activités liées au tourisme national et international y sont importantes de par la présence de plusieurs sites naturels, archéologiques et coloniaux de renom.

La richesse culturelle, géographique et naturelle de l'endroit contraste avec la situation de précarité dans laquelle vivent ses populations ; en effet, il s'agit de l'une des entités fédérales mexicaines les plus touchées par la pauvreté et l'extrême pauvreté, avec un accès limité aux soins, à l'éducation et à la sécurité sociale. Toutefois il faut noter qu'il existe de grandes disparités au niveau régional et municipal : par exemple, alors que seulement 5 pour cent des municipalités – dont les principaux centres urbains qui comptent plus de 100 000 habitants (Tuxtla Gutiérrez, San Cristobal de las Casas, Tapachula) – ont un indice développement humain (IDH) très élevé, plus de 50 pour cent des autres municipalités ont un IDH faible².

<http://www.cuentame.inegi.org.mx/monografias/informacion/chis/poblacion/default.aspx?tema=me&e=07> (page consultée le 3 novembre 2016).

² Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo . (2014). *Índice de Desarrollo Humano Municipal en México: nueva metodología*, [En ligne].

<http://www.mx.undp.org/content/dam/mexico/docs/Publicaciones/PublicacionesReduccionPobreza/InformesDesarrolloHum>

¹ Instituto Nacional de Estadística y Geografía. (2015). *Censos y conteos de población y vivienda*, [En ligne].

Il faut rappeler que les régions qui présentent des taux élevés de pauvreté et exclusion correspondent largement aux zones peuplées par des communautés indigènes. Le Chiapas est en effet l'un des États mexicains qui compte le plus de populations autochtones: il y a 12 peuples indigènes parlant autant de langues³, ce qui représente environ 27 pour cent de la population de l'État⁴.

Bien que cette diversité soit souvent mise en avant dans les discours officiels pour promouvoir la richesse culturelle du Chiapas, et plus largement du Mexique, ainsi que ses multiples destinations touristiques, il faut prendre en compte qu'historiquement les différences ethniques et culturelles ont été instrumentalisées pour construire un ordre hiérarchique et ségrégatif qui prédomine encore aujourd'hui. On est donc face à un phénomène de reproduction des inégalités qui s'est perpétué et qui donne lieu à une structure sociale particulière où certains groupes sociaux jouissent d'un accès préférentiel, par exemple à la santé ou à l'éducation, au détriment d'autres. On peut distinguer trois principaux niveaux socioéconomiques: les indigènes, qui se caractérisent par une pauvreté alimentaire, les métisses, d'avantage touchés par une pauvreté patrimoniale, et une oligarchie politique et entrepreneuriale qui accapare les bénéfices

générés par la relative croissance économique⁵. Cette situation d'inégalités et de discriminations d'une partie de la population n'est bien entendu pas étrangère au soulèvement armé de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) en 1994.

Concernant le phénomène migratoire, l'État du Chiapas a connu d'importants mouvements migratoires durant le XX^e siècle: migrations intra et inter régionales, migrations forcées (conflits politiques, religieux et agraires), migrations saisonnières vers les grandes exploitations agricoles, colonisation de la forêt Lacandone, arrivée d'immigrés et de réfugiés guatémaltèques, ou encore migration de transit en provenance d'Amérique centrale.

En termes de flux migratoires internationaux, l'État a été essentiellement une destination et un lieu de transit, les populations du Chiapas ayant peu migré à l'échelle internationale. Ce n'est qu'au commencement du XXI^e siècle que la migration internationale s'intensifie et que l'État devient une importante région émettrice de migrants, au point d'être considéré comme « zone émergente » de l'émigration internationale de par son apport significatif au flux migratoires des Mexicains vers les États-Unis⁶. Soulignons que la grande majorité des migrants entrent irrégulièrement aux États-Unis.

Déterminants et caractéristiques de la migration du Chiapas

Le boom de la migration internationale du début des années 2000 s'inscrit dans la continuité des différents mouvements migratoires qui ont eu

ano/UNDP-MX-PovRed-IDHmunicipalMexico-032014.pdf (page consultée le 3 novembre 2016).

³ Principalement, tseltal, tsotsil, chol et zoque, mais également tojolabal, chuj, kanjobal, mam, jacalteco, mochó, ckchiquel et lacandon.

⁴ Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas; Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo. (2006). *Regiones indígenas de México*, [En ligne]. http://www.cdi.gob.mx/regiones/regiones_indigenas_cdi.pdf (page consultée le 3 novembre 2016); Instituto Nacional de Estadística y Geografía. (2016). *Estadísticas a propósito del día internacional de los pueblos indígenas*, [En ligne]. http://www.inegi.org.mx/saladeprensa/aproposito/2016/indigenas2016_0.pdf (page consultée le 3 novembre 2016).

⁵ López Arévalo, J., & Núñez Medina, G. (2016). *Desigualdad y exclusión social en chiapas, una mirada a largo plazo*. Oxfam México; Colectivo Isitame.

⁶ Nájera Aguirre, J. N., & López Arévalo, J. (2012). Migración de chiapanecos a los Estados Unidos, una visión desde la Encuesta sobre Migración en la Frontera Norte de México (EMIF NORTE). En S. Berumen Sandoval, & J. López Arévalo (coords.), *Pobreza y Migración. Enfoques y evidencias a partir de los estudios regionales en México* (p. 465-502). México D.F.: Centro de Estudios Migratorios; SEGOB; Tilde Editores.

lieu au niveau interne au cours du XX^{ème} siècle. Il convient donc de mettre brièvement en relief le contexte historique de la mobilité régionale pour bénéficier d'une meilleure compréhension des dimensions actuelles du phénomène.

Rappelons tout d'abord que les migrations intra régionales ont été déterminées par des conditions historiques d'inégalités, situation faisant écho aux caractéristiques socioéconomiques des populations évoquées auparavant. En effet, certaines régions pauvres, où prédominent des populations indigènes, comme Los Altos de Chiapas (les hauts plateaux du centre de l'État), ont depuis le début du XX^{ème} siècle constitué un réservoir de main d'œuvre pour d'autres régions économiquement plus dynamiques, comme celle du Soconusco⁷ où s'est développée une agriculture de plantation (café, bananes, mangues). Il y a ainsi eu durant plus d'un demi-siècle un flux traditionnel de travailleurs indigènes provenant des hauts plateaux et se rendant temporairement au Soconusco pour y travailler dans les plantations⁸.

À partir des années 1970, ces flux migratoires de main d'œuvre rurale et indigène se réorientent vers de nouvelles zones et activités, comme les constructions de barrages hydroélectriques dans l'État du Chiapas et l'exploitation pétrolière dans le golfe du Mexique, et ce sont progressivement des migrants et réfugiés guatémaltèques qui les substituent dans les plantations du Soconusco.

Postérieurement, on peut observer des mouvements migratoires dont les destinations s'éloignent graduellement, c'est-à-dire les

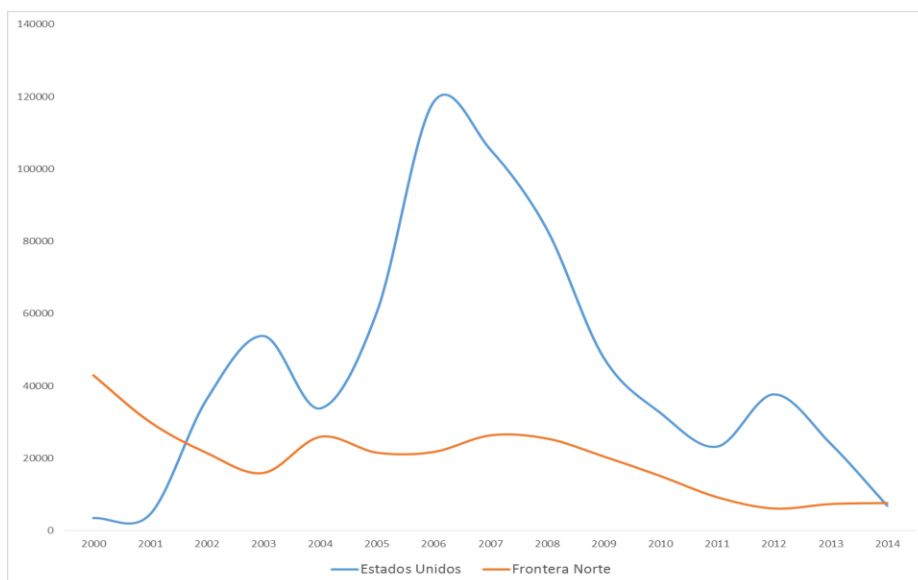
populations du Chiapas ont commencé à migrer vers les États limitrophes ou relativement proches, par exemple les États du Tabasco, Veracruz ou encore celui de Quintana Roo où l'industrie du tourisme a connu une rapide expansion. À partir des années 1990, elles continuent à se déplacer, mais davantage vers les entités du nord du pays, puis progressivement vers les États-Unis. Cette même année, les flux migratoires en direction du pays voisin étaient encore considérés « de faible intensité », en effet le Chiapas était l'un des États mexicains d'où l'on émigrerait le moins à l'échelle internationale : des 32 États (et le District Fédéral) qui forment la République mexicaine, le Chiapas occupait l'avant-dernière position en termes d'« intensité migratoire », devant le Tabasco⁹. Toutefois, en se basant sur l'Enquête sur les migrations à la frontière nord du Mexique (EMIF NORTE selon son sigle en espagnol) on peut observer un véritable boom entre 2002 et 2006 (voir graphique « Flux migratoires du Chiapas vers la frontière nord du Mexique et les États-Unis en numéro de déplacements » ci-dessous)¹⁰.

⁹ L'intensité migratoire est un indice composite sommaire utilisé par le Conseil national de population mexicain (CONAPO) pour mesurer le comportement migratoire des différentes unités politico-administratives du pays. Sa finalité est de capter l'intensité du phénomène migratoire (et non l'ampleur); il prend donc en compte 4 indicateurs : le nombre de foyers qui reçoivent des envois de fonds ; le nombre de foyers dont l'un des membres a émigré et séjourne toujours aux États-Unis ; le nombre de migrants circulaires qui sont revenus au Mexique et y résident lors du recensement, et enfin le nombre de migrants faisant retour. Voir Consejo Nacional de Población. (2000). *Anexo A. Resultados principales del índice de intensidad migratoria México-Estados Unidos por entidad federativa*, [En ligne]. http://www.conapo.gob.mx/work/models/CONAPO/migracion_internacional/intensidad_migratoria/anexoA.pdf (page consultée le 3 novembre 2016).

¹⁰ El Colegio de la Frontera Norte; Consejo Nacional de Población; Instituto Nacional de Migración; Secretaría de Gobernación; Secretaría de Relaciones Exteriores; Secretaría del Trabajo y Previsión Social. (2016). *Principales resultados de la EMIF norte. Serie 1995-2014*, [En ligne]. <http://www.colef.mx/emif/tabuladosnte.php> (page consultée le 3 novembre 2016).

⁷ La région du Soconusco se situe à l'extrême sud-ouest du Chiapas, entre la cordillère connue comme la *Sierra Madre* et l'océan Pacifique.

⁸ Martínez Velasco, G. (2013). Migración internacional chiapaneca: trayectorias de movilidad, sociodemográficas y condiciones sociales. *Pueblos y fronteras digital*, vol. 8, no 15, 50-91.



Flux migratoires du Chiapas vers la frontière nord du Mexique et les États-Unis en numéro de déplacements. Graphique établi sur la base de l'EMIF NORTE.

De la même manière Martínez signale que la population chiapanèque aux États-Unis a augmenté de 2 434 personnes en 1995 à 118 510 en 2006, ce qui représente une transition de 0,6 à 14 pour cent du total du flux migratoire national en 2006 et fait du Chiapas l'une des entités les plus dynamiques en terme de mobilité internationale¹¹. Le Conseil national pour la population du Mexique indique également que durant la période 2000 – 2010, le Chiapas est l'entité qui a connue la variation relative la plus importante quant à l'intensité migratoire¹². Notons toutefois que ce boom est rapide et décline rapidement ; on peut observer une baisse de la migration internationale à partir de 2008, baisse dont nous aborderons également les causes.

¹¹ Martínez Velasco, G. (2013). Migración internacional chiapaneca: trayectorias de movilidad, sociodemográficas y condiciones sociales. *Pueblos y fronteras digital*, vol. 8, no 15, 50-91.

¹² Consejo Nacional de Población. (2015). *Cambio en la intensidad migratoria en México, 2000-2010*, [En ligne]. https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/78039/Cambio_Intensidad_Migratoria.pdf (page consultée le 3 novembre 2016).

Au-delà de cette évolution historique des migrations, il est nécessaire de se pencher sur des motifs de caractère politico-économique, relatifs au modèle agricole et type de culture, ainsi que de nature démographique, climatique et encore socioculturelle. Procédons dans cet ordre tout en soulignant que ces facteurs sont étroitement liés et ont tendance à se renforcer mutuellement comme nous pourrions le constater.

Jusqu'à la fin des années 1980, l'État mexicain jouait un rôle important dans la reproduction sociale des familles paysannes en subventionnant la production et en offrant des soutiens en termes d'infrastructure, de production et de commercialisation. Avec les réformes néolibérales amorcées pendant les années 1980 et qui sont systématiquement mises en place durant le mandat de Carlos Salinas de Gortari (1988 – 1994), on assiste à une privatisation progressive de l'appareil étatique ainsi qu'à une libéralisation et à une ouverture aux marchés internationaux, qui précèdent l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994 et qui sonne le glas du modèle d'industrialisation par substitution aux importations qui avait prédominé pendant environ 30 ans. Ce changement de politiques économiques, marqué par le démantèlement de nombreux organismes et programmes de soutien à l'agriculture, tels que l'Institut mexicain du café (INMECAFE) ou encore la Commission nationale fruitière (CONAFRUT) a un impact négatif sur les régions pauvres et rurales, comme le Chiapas, dont les

agriculteurs se retrouvent à la merci de la libre concurrence¹³.

Notons que l'entrée du Mexique dans l'ALENA coïncide également avec le soulèvement de l'EZLN – dont l'idéologie s'oppose fondamentalement au consensus de Washington – et inaugure une période d'instabilité sociopolitique : le gouvernement mexicain entame une stratégie de contre-insurrection, soutenue financièrement et techniquement par les États-Unis, qui se traduit par une militarisation croissante du Chiapas, ainsi qu'une guerre de basse intensité avec la participation de groupes paramilitaires¹⁴. Bien qu'il soit difficile de savoir dans quelles proportions les personnes déplacées par la violence ont participé aux flux migratoires internationaux, il va sans dire que cette situation a également aggravé la détérioration sociale de la région.

Pour en revenir aux répercussions négatives du modèle néolibéral sur le monde rural, il convient de se pencher brièvement sur le type d'agriculture pratiquée au Chiapas, en particulier la caféiculture. Dans ce secteur, quelques grands domaines agricoles (*latifundios*) coexistent avec une multitude de petites propriétés (*minifundios*) où l'on produit du café à petite échelle au côté d'autres denrées pour l'alimentation familiale (maïs, tubercules, fruits et légumes, entre autres). Un recensement datant de 2005 indique qu'il existe près de 175 000 producteurs au Chiapas dont plus de 97 pour cent sont des indigènes possédant entre 0,5 et 5 hectares de

plantation de café¹⁵. Notons qu'il s'agit dans la plupart des cas de parcelles situées dans des régions montagneuses et accidentées – qui sont précisément les « zones de refuges » habitées par des populations indigènes – endroits qui ne permettent pas une agriculture intensive de haut rendement.

Avec la dérégulation du marché du café entreprise lors du tournant néolibéral – plusieurs accords entre pays exportateurs et importateurs garantissant des quotas et des fourchettes de prix ne sont pas reconduits en 1989 – et avec le retrait, également en 1989, de l'INMECAFE qui garantissait un prix minimum aux petits producteurs, ceux-ci se voient davantage exposés à la volatilité du prix international du café fixé à la bourse de New-York (pour la variété « arabica ») et de Londres (variété « robusta »). Ils intègrent alors un libre marché international, dominé par quelques grandes entreprises agroalimentaires (entre autres, Nestlé, Kraft, Sara Lee et Procter & Gamble) et dont les cours fluctuent selon l'offre et la demande à l'échelle globale. On assiste par exemple entre 1997 et 2001 à une baisse constante des prix du café – étant donné que pendant cette période la production mondiale dépasse largement la consommation – ce qui affecte des milliers de petits producteurs, en particulier dans des régions comme le Chiapas où l'on pratique une agriculture de subsistance¹⁶. Les prix extrêmement bas au début des années 2000 ne permettent plus aux petits agriculteurs de couvrir leurs coûts de production¹⁷.

¹³ Pour donner un ordre d'idée en prenant l'exemple de la productivité du travail dans le cas de la culture du maïs, on estime qu'il faut 17,84 journées de travail au Mexique pour en produire une tonne, alors qu'aux États-Unis seulement 0,14 journée est nécessaire pour produire la même quantité. On est donc face à deux systèmes productifs en concurrence asymétrique. Voir Calva, J. L. (1991). *Probables efectos de un tratado de libre comercio en el campo mexicano*. México D.F.: Fontamara.

¹⁴ Sandoval Palacios, R. (2000). Militarización, seguridad nacional, seguridad pública en México. *Espiral*, vol. VI, no 18, 183-222.

¹⁵ Comisión para el Desarrollo y Fomento del Café de Chiapas. (2006). *Elementos estratégicos de la institución*, [En ligne]. <http://www.haciendachiapas.gob.mx/rendicion-ctas/estrategico-inst-OP/informacion/2006/Tomo-II/25500.pdf> (page consultée le 3 novembre 2016).

¹⁶ Flores, M., Bratescu, A., Martínez, J. O., Oviedo, J. A., & Acosta, A. (2001). *Centroamérica: el impacto de la caída de los precios del café*. México D.F.: Comisión Económica para América Latina y el Caribe, Naciones Unidas.

¹⁷ Signalons que certaines initiatives du commerce équitable et/ou biologique – qui garantissent également un prix

Autrement dit, les réformes économiques qui voient le jour pendant les années 1980 et qui se consolident pendant les années 1990 avec l'entrée en vigueur de l'ALENA provoquent une crise économique et agricole qui se traduit par une déstructuration progressive de l'économie paysanne et une décomposition des unités familiales qui se dédiaient traditionnellement à la culture du café et du maïs. Comme le précaire équilibre économique nécessaire à la reproduction des unités domestiques rurales est rompu, les populations recourent à la migration – vers les villes dans un premier temps, puis au-delà – pour subvenir aux besoins familiaux¹⁸. Ainsi le Chiapas exporte, en plus des matières premières, de plus en plus de main d'œuvre, et la dégradation du monde rural se voit ainsi renforcée par la perte d'une quantité importante de population – apte au travail productif – ce qui implique une baisse des capacités productives et perpétue une stagnation du développement économique de la région. Le Chiapas s'est donc mué en une économie essentiellement rentière qui dépend de ressources publiques (dépenses publiques du gouvernement fédéral) et privées (transfert de fonds depuis les États-Unis)¹⁹.

minimum aux petits producteurs – représentent une alternative pour pallier aux incertitudes et à l'insécurité liées à la fluctuation du prix international. Toutefois, l'accès au marché équitable, soit à la certification et labellisation, est restreint de par certains facteurs, comme les coûts liés à la certification, les critères de participation (organisation en coopératives et réseaux), ou encore le processus de reconversion des cultures qui prend plusieurs années.

¹⁸ Villafuerte Solís, D., & García Aguilar, M. (2014). Tres ciclos migratorios en Chiapas: interno, regional e internacional. *Migración y desarrollo*, vol. 12, no 22, 3-37.

¹⁹ En 2006, le montant moyen des transferts de fonds per capita s'élève à 189 USD, ce qui représente 6,8 pour cent du PIB du Chiapas, soit le double du montant moyen per capita au niveau national. Voir López Arévalo, J., Sovilla Sogne, B., & García Fernández, F. (2011). Efectos macroeconómicos de las remesas en la economía mexicana y de Chiapas. *Papeles de población*, no 67, 57-89.

Il faut prendre en compte également que la culture du café comporte des risques au-delà de la fluctuation des prix. En effet, les caractéristiques du café d'un point de vue botanique et phytosanitaire en font une culture passablement risquée. Le caféier est une plante fragile dont la culture est spécialement menacée par des phénomènes météorologiques tels que la sécheresse ou les inondations. Elle est également particulièrement sujette aux parasites (insectes ravageurs) et à des maladies telles que la rouille. De plus, la plante ne parvient à maturité qu'après plusieurs années : on estime qu'une plante devient rentable après 4 ou 5 ans, si bien qu'en cas de perte partielle ou totale de la récolte, le producteur se retrouve dans une situation critique à laquelle il est difficile de remédier dans le court terme.

Le Chiapas, et plus largement l'Amérique centrale, sont précisément confrontés à ce type de risques. Il s'agit d'une zone vulnérable en termes d'événements climatiques extrêmes, en témoigne le passage de l'ouragan Mitch à la fin de l'année 1998, l'un des plus puissants et meurtriers enregistrés au XX^e siècle et qui a occasionné d'énormes dégâts dans la région. Si l'on examine l'enquête EMIF NORTE, on peut observer une forte augmentation entre 1999 et 2000 des déplacements des chiapanèques vers les régions frontalières du nord du pays : ceux-ci sont passés de 26 862 à 46 407. Cette augmentation de presque 20 000 déplacements en l'espace d'une année a une relation certaine avec le passage de Mitch qui a privé une partie importante de la population de leur source de travail agricole.

La région est également située dans l'aire d'influence du phénomène cyclique El Niño qui provoque des précipitations et températures extrêmes, en l'occurrence dans le cas du Mexique des sécheresses et incendies sans précédent comme cela a été le cas en 1997. Notons que dans certaines régions, comme le Chiapas, les

conséquences négatives de ce type d'évènements climatiques se voient renforcées par l'impact des activités humaines (déforestation, surpâturage, agriculture sur brûlis, etc.).

En 2005, c'est l'ouragan Stan qui a ravagé le sud du Mexique et l'isthme centraméricain en causant, outre la mort et disparition de nombreuses personnes, d'importantes inondations et glissements de terrain. On peut à nouveau observer dans les statistiques un bond important quant aux déplacements des chiapanèques, cette fois-ci non plus dans la région frontalière mexicaine, mais aux États-Unis : entre 2005 et 2007, ces déplacements passent de 60 427 à 143 939.

De surcroît, il faut considérer que ces différentes crises économique (liées à l'insertion dans le marché mondial et à la restructuration de l'économie mexicaine) et environnementales surviennent alors que le taux de croissance démographique est particulièrement élevé dans l'État du Chiapas, soit plus de 3 pour cent annuel, ce qui représente l'un des taux de croissance les plus élevés du Mexique et qui a pour conséquence d'augmenter la proportion de population de moins de 15 ans. Cette population grossit progressivement les rangs des travailleurs non qualifiés et sans débouchés²⁰.

Mis à part ces différents facteurs de répulsion propres au contexte chiapanèque, il faut examiner également les facteurs d'attraction dans les sociétés réceptrices. De manière générale, on peut observer aux États-Unis des taux de fécondité relativement bas et un phénomène de vieillissement de la population dont les années de scolarité ont par ailleurs augmenté. Aussi, assiste-t-on à une importante demande de main d'œuvre étrangère dans certains secteurs. Dans le cas des immigrants mexicains, les principaux emplois sont par

exemple en ordre d'importance : le travail dans la construction, dans la manufacture, dans l'industrie alimentaire, et dans les services d'entretien et de nettoyage²¹.

En d'autres termes, les migrants mexicains ne vont pas seulement aux États-Unis parce qu'ils le veulent, mais également parce qu'ils sont chers à un nombre significatif de patrons et de firmes à forte intensité de main d'œuvre²².

Au-delà de ces aspects généraux, il convient de se pencher sur certaines dimensions spécifiques et conjoncturelles : le boom de la migration internationale qui survient entre 2002 et 2006 coïncide avec l'expansion de l'industrie de la construction de logements aux États-Unis. Si cette industrie représente de manière générale 6 pour cent de l'emploi total aux États-Unis, on estime qu'entre 2001 et 2005, elle contribue à la croissance de l'emploi à une hauteur de 15 pour cent²³.

Paradoxalement ce facteur d'attraction va également devenir un facteur d'expulsion des migrants chiapanèques : les problèmes liés aux prêts hypothécaires à haut risque sur le marché immobilier national aux États-Unis déclenchent la crise financière de 2007-2008 qui se traduit par une baisse considérable de l'emploi dans le secteur du bâtiment : entre septembre 2006 et le dernier trimestre de l'année 2008, environ 780 000 postes de travail ont disparu²⁴. Cela

²¹ Voir Alarcón, R., Cruz, R., Díaz-Bautista, A., González-König, G., Izquierdo, A., Yrizar, G., & Zenteno, R. (2009). La crisis financiera en Estados Unidos y su impacto en la migración mexicana. *Migraciones Internacionales*, vol.5, no 1, 193-210.

²² Pour reprendre l'affirmation d'Alejandro Portes. Voir Portes, A. (2008). La barrera hacia ningún lugar: el caso del programa bilateral de administración de la mano de obra. *Migración y Desarrollo*, no 10, 195-204.

²³ Voir Pozzi, S. (24 de septiembre de 2006). El 'boom' inmobiliario pincha en EE UU. *El País*, [En ligne]. http://elpais.com/diario/2006/09/24/economia/1159048803_850215.html (page consultée le 3 novembre 2016)

²⁴ Oficina Internacional del Trabajo. (2009). La crisis en el sector de la construcción. *Trabajo*, no 66, 16-17.

²⁰ López Arévalo, J., & Mayo, B. (2012). Chiapas, endeudamiento en la encrucijada. *Economía Informa*, no 376, 47-60.

représente une cause du déclin de la migration internationale des chiapanèques, et plus largement de la migration en provenance du Mexique et d'Amérique centrale. Cette situation se voit renforcée par les phénomènes de sécuritisation de la frontière sud des États-Unis et de durcissement des lois migratoires, et par le fait que les organisations criminelles au Mexique s'impliquent de plus en plus dans le trafic de migrants (paiement de tributs, enlèvements contre rançon, etc.).

Nous avons vu jusqu'à présent comment la conjugaison de facteurs d'attraction aux États-Unis, et de rejet, au niveau de l'État du Chiapas, stimule la migration internationale. En effet, entre les besoins conjoncturels de main d'œuvre bon marché aux États-Unis, les disparités de salaires et de revenus d'un endroit à l'autre, et certaines caractéristiques économiques et démographiques spécifiques du Chiapas, comme le recul du produit intérieur brut (PIB) par habitant, l'augmentation de la population économiquement active, ou encore le manque de création d'emplois formels ou mieux rémunérés, les mouvements migratoires ont tendance à être plus importants. Toutefois, en ce qui concerne la migration vers les États-Unis, la population chiapanèque a dû surmonter certains obstacles, comme l'extrême pauvreté, les coûts élevés de déplacement, ainsi que le manque de réseaux sociaux des travailleurs migrants. Cela nous amène à aborder les dimensions qui sont davantage d'ordre relationnel ou social de la migration internationale en provenance du Chiapas.

Comme il a été signalé, de manière générale ce ne sont pas les habitants des municipalités les plus pauvres et marginalisées qui émigrent, mais ceux qui disposent de ressources suffisantes pour entreprendre le voyage²⁵. Cela explique

notamment pourquoi la migration des chiapanèques est relativement récente : l'éloignement géographique et l'extrême pauvreté ont constitué un frein pour les migrations internationales.

Certes, l'amélioration des moyens de transports et communications, ainsi que l'abaissement relatif des coûts de déplacement ont joué un rôle en donnant davantage de possibilités de mobilité. Par exemple, au début des années 2000, de nombreuses « agences de voyages », connues localement sous le nom de *tijuaneras*, voient le jour au Chiapas. Elles n'offrent pas à proprement parler un service touristique, mais de transport à bas prix ; elles proposent ainsi des liaisons d'autobus entre certaines municipalités du Chiapas et Tijuana ; au fur et à mesure que leur nombre augmente, la fréquence des départs s'accroît en même temps que les destinations à la frontière nord se diversifient (Mexicali, Ciudad Juarez, Nuevo Laredo, Matamoros).

Au-delà de ces aspects, c'est également l'apparition de réseaux de solidarité transnationaux – autrement dit de liens entre communautés d'origine et communautés d'accueil – qui constitue un facteur important pour comprendre le boom migratoire.

Comme nous l'avons vu, à partir de la fin des années 1990, les mouvements migratoires de la population du Chiapas ne se cantonnent plus seulement à un niveau régional, mais s'orientent petit-à-petit vers le nord du pays ; l'État de Basse Californie est devenu par exemple en 2000 la principale destination des chiapanèques. Lors de ce processus de mobilité, les migrants acquièrent davantage de connaissances quant aux routes migratoires, et cela leur permet en outre de nouer des liens avec d'autres acteurs lors de leurs itinéraires : des personnes qui disposent d'une expérience migratoire plus ancienne

²⁵ Castles, S. (2000). Migración internacional a comienzos del siglo XXI: tendencias y problemas mundiales. *Revista internacional de ciencias sociales*, no 165, 17-32.

(provenant d'autres régions du Mexique ou de pays voisins comme le Guatemala), ainsi que des personnes installées dans la zone frontalière avec les États-Unis (qui peuvent leur fournir des conseils relatifs au logement, au marché du travail ou encore quant à la meilleure façon de traverser la frontière en marge des contrôles).

Cela leur permet également d'établir des contacts avec ceux qui sont appelés communément *coyotes* ou *polleros*, soit des personnes qui aident les migrants à traverser la frontière de manière irrégulière, contre une rémunération. Ces réseaux de passeurs – aussi bien familiaux que professionnels – sont devenus incontournables ces vingt dernières années, à mesure que s'est renforcée la sécurité et la surveillance à la frontière avec les États-Unis²⁶.

En somme, cette première expansion migratoire des chiapanèques vers le nord du pays en 1999-2000 – et aux États-Unis, mais encore dans une moindre mesure à cette période – contribue à une familiarisation, aussi bien des routes de la migration que du contexte de la zone frontalière avec les États-Unis, et à la constitution de réseaux d'échange et diffusion d'informations (entre la famille, les proches et la communauté d'origine), ce qui permet de faciliter les tentatives ultérieures et de diminuer les coûts du voyage qui peuvent s'avérer plus élevés de par les incertitudes et imprévus.

Ce processus favorise postérieurement l'entrée irrégulière, l'établissement et l'accès au marché du travail aux États-Unis. À partir du moment où commencent à se former des communautés chiapanèques dans le pays d'accueil, comme c'est le cas notamment dans les États de Californie, Utah et Floride, cela facilite l'intégration des nouveaux venus qui disposent d'assistance pour trouver du logement et du

travail. Ils peuvent bénéficier également de services consultatifs juridiques, de service de traduction et cours d'anglais, ou encore de formation technique à travers certaines structures associatives. Il y a également des clubs de migrants qui apparaissent et favorisent l'élargissement des réseaux sociaux des migrants²⁷.

Par ailleurs, les premiers migrants dont l'insertion socioprofessionnelle est réussie peuvent dans une certaine mesure couvrir les frais (déplacements et passeurs) de membres de leur famille. À ce titre, il faut rappeler qu'en plus des passeurs qui opèrent à la frontière entre le Mexique et les États-Unis, il existe également des « guides communautaires » soit de petits entrepreneurs qui ont déjà effectué plusieurs fois le voyage aux États-Unis et qui organisent le trajet clandestin de petits groupes de personnes – provenant du même lieu d'origine – jusqu'à la destination finale dans le pays voisin où ils ont leurs habitudes. Après quelques mois, ils retournent dans leur communauté au Mexique afin de préparer une nouvelle sortie. Même si le taux d'échec est élevé, le guide communautaire est difficilement identifiable – il ne se distingue pas des autres migrants sans papiers – et les personnes qui sont avec lui sont peu enclines à le dénoncer étant donné qu'ils se connaissent²⁸. Il s'agit d'une migration irrégulière qui fonctionne sur un schéma de proximité et solidarité moins impersonnel que le recours aux groupes de passeurs plus structurés à la frontière nord.

Ces différents liens transnationaux, qui s'affermissent progressivement à travers la circulation des personnes, de l'argent et des

²⁶ López Castro, G. (2001). Tráfico de personas: coyotes y guías comunitarios en la migración mexicana. En *Foro Migraciones. Migración: México entre sus dos fronteras* (p. 88-93). México D.F.: Sin Fronteras I.A.P.

²⁷ Pérez-Soria, J. (2015). Organización interna de los clubs de oriundos: análisis desde el lugar de destino. *Espiral*, vol. XXII, no 64, 149-188.

²⁸ Nous reprenons la typologie de López Castro (2001). L'auteur s'est centré sur les états de Michoacan et de Guanajuato qui ont une longue tradition migratoire. Toutefois, certaines études ont mis en lumière des phénomènes similaires au Chiapas, comme nous le verrons par la suite.

informations, font écho à la théorie des réseaux migratoires énoncée par Massey *et al.*²⁹, soit que le renforcement du capital social des migrants et la mobilisation des relations sociales dans le pays d'origine, de celles établies durant les étapes migratoires ainsi que dans la société d'accueil, facilite, voire incite, la migration internationale, spécialement en période de conjoncture économique favorable, en l'occurrence une offre d'emploi importante aux États-Unis dans le secteur de la construction entre 2001 et 2005, comme nous l'avons vu.

Un cas illustratif : la migration des indigènes de Chamula

Chamula est une municipalité située dans la région Altos de Chiapas peuplée majoritairement par des indigènes tsotsiles ; elle est formée par un chef lieu, San Juan Chamula, ainsi que par de nombreux petits hameaux où vivent des groupes indigènes en communauté. Sa population s'élève à 87 332 habitants en 2015. Cette municipalité constitue un cas représentatif des tendances migratoires du milieu rural chiapanèque, comme le soulignent certaines études ethnographiques approfondies, comme celles de Rus & Rus³⁰ : en effet, bien qu'il y ait un petit nombre de « pionniers » qui aient déjà commencé à émigrer

depuis les années 1980 aux États-Unis, c'est à partir de 2001 que le mouvement migratoire gagne en ampleur et intensité, si bien qu'on estime qu'à la fin de l'année 2005 entre 15 et 20 pour cent de la population masculine de 15 à 34 ans se trouvent aux États-Unis, soit un exode massif.

Les auteurs soulignent que l'interaction et l'échange d'informations a joué un rôle clé dans ce processus migratoire : à la fin des années 1990, plusieurs milliers de chamulas ont migré pour chercher du travail dans les grandes villes au Chiapas, puis dans les régions centre et nord du Mexique. Ces expériences migratoires ont permis à ces personnes de côtoyer d'autres travailleurs migrants, non indigènes, qui s'étaient déjà rendus aux États-Unis, et à s'imprégner de leur expérience. Par ailleurs, à la même époque, de nombreux centraméricains (cherchant à gagner les États-Unis en traversant le Mexique de manière irrégulière) ont modifié leurs itinéraires migratoires en optant pour traverser le Chiapas par la région des hauts plateaux – et notamment par Chamula – étant donné les risques qui parsèment les traditionnelles routes de la migration au Mexique (enlèvements, extorsions, contrôles policiers et militaires). Ces contacts ont été également une précieuse source d'informations.

L'interaction avec d'autres migrants, ainsi que les expériences de recherche de travail en milieu urbain au Mexique ont suscité et favorisé la migration internationale. Beaucoup de travailleurs, jeunes et bilingues ont également mis à profit les connaissances et habiletés acquises, par exemple dans la maçonnerie et construction, pour chercher de nouvelles options de travail aux États-Unis au lieu de retourner dans leurs communautés d'origine. Progressivement, les migrants les plus « aguerris » et comptant avec un niveau d'éducation plus élevé que la moyenne parviennent à s'installer et à accéder au marché

²⁹ Massey, D. S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A., & Taylor, J. E. (1993). Theories of International Migration: A Review and Appraisal. *Population and Development Review*, vol. 19, no 3, 431-466.

³⁰ Voir Rus, D. L., & Rus, J. (2008). La migración de trabajadores indígenas de los Altos de Chiapas a Estados Unidos, 2001-2005: el caso de San Juan Chamula. En D. Villafuerte Solís, & M. García Aguilar (coords.), *Migraciones en el sur de México y Centroamérica* (p. 343-382). Tuxtla Gutiérrez: H. Cámara de Diputados, LX Legislatura; Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas; Miguel Ángel Porrúa; Rus, D. L., & Rus, J. (2013). El impacto de la migración indocumentada a Estados Unidos en una comunidad tsotsil de Los Altos de Chiapas, 2002-2012. En *Anuario 2012 del Centro de Estudios Superiores de México y Centroamérica* (p. 199-218). Tuxtla Gutiérrez: Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas; Centro de Estudios Superiores de México y Centroamérica.

du travail aux États-Unis – principalement en Floride dans le cas présent – ce qui leur permet postérieurement de financer la migration des membres de leur famille et entourage. Petit-à-petit la nouvelle, à savoir qu'il y a de meilleures opportunités de travail aux États-Unis et que les salaires y sont plus élevés, se répand à Chamula et motive de nouveaux départs. Par ailleurs, certaines personnes ayant entrepris plusieurs fois le voyage et sachant quels sont les points de passage de la frontière et comment éviter les contrôles se convertissent en usuriers et guides communautaire dans leur lieu d'origine. Cela instaure de la confiance et sécurité, étant donné que le passeur fait partie de la même communauté et partagent la même langue, identité et codes culturels que ceux qui aspirent à migrer. Toutefois, beaucoup de migrants contractent des dettes, si bien que les revenus obtenus durant la première année aux États-Unis sont destinés à rembourser la dette (et les intérêts) auprès des prêteurs.

Alors qu'en 2007 la crise économique se fait ressentir dans les secteurs où sont employés de nombreux migrants sans papiers, comme la construction et la manufacture, les options de travail deviennent de plus en plus rares pour les migrants de Chamula, dont certains commencent à peine à solder leurs dettes. En 2008 et 2009, beaucoup de migrants se retrouvent sans emploi et ne parviennent plus à envoyer des fonds à leur famille – certains s'endettent y compris davantage pour couvrir leurs dépenses sur place en attendant de trouver un travail – si bien que de nombreuses personnes prennent la décision de retourner à leur lieu d'origine. À partir d'un échantillonnage portant sur la population de l'un des hameaux qui forme Chamula, Rus & Rus soulignent qu'en 2011 les trois quarts des migrants partis aux États-Unis entre 2000 et 2009 étaient de retour à leur lieu d'origine et que près de la moitié travaillent comme vendeurs

ambulants dans les villes des États du Chiapas, d'Oaxaca, du Tabasco et de Quintana Roo.

On est donc face à un essor migratoire extrêmement rapide dont le déclin est tout aussi brusque, et il en ressort que ce sont essentiellement les usuriers et les *coyotes* qui en ont bénéficié et non les familles des migrants. Si dans un premier temps, les différents réseaux qu'ont tissés les habitants de Chamula leur ont permis d'accéder au marché du travail aux États-Unis, les communautés sur place n'ont pas eu suffisamment de temps pour se stabiliser et surmonter les problèmes économiques (manque d'opportunités de travail et endettement) et garantir ainsi une continuité migratoire. Ce fait tend à corroborer certains postulats théoriques, à savoir que la propension au retour dépend étroitement de la durée du séjour dans la société d'accueil³¹.

Conclusion

L'État du Chiapas est marqué historiquement par une situation chronique de pauvreté, d'exclusion sociale et d'inégalités, situation qui ne s'est toujours pas résorbée dans l'actualité. Le manque d'opportunités d'emploi dans l'économie formelle et les bas salaires incitent la mobilité des personnes, cependant, cela ne constitue pas une condition exclusive, ni suffisante en soi, pour ce qui est de la migration internationale.

L'application des politiques néolibérales à la fin des années 1980 a eu un effet dévastateur sur les régions rurales de l'entité chiapanèque en

³¹ Alarcón *et al.* (2009) montrent par exemple que, face à la crise économique aux États-Unis en 2007-2008 et au chômage, de nombreux migrants mexicains – spécialement les personnes qui ont séjourné le plus longtemps et qui sont davantage intégrées à la société d'accueil – ne rentrent pas immédiatement à leur pays d'origine mais optent pour continuer à chercher du travail ou migrer vers d'autres marchés du travail régionaux, ce qui n'est globalement pas le cas des migrants de Chamula, et plus généralement du Chiapas.

déstructurant l'économie paysanne, en particulier dans le secteur de la caféiculture. Cela conduit les populations à chercher de meilleures options d'emploi aux niveaux régional et national, d'autant plus que la croissance démographique est soutenue et que le ratio de travailleurs jeunes et peu qualifiés est élevé. À ces aspects s'ajoutent les événements climatiques extrêmes qui, couplés à la situation de crise économique, constituent de véritables détonateurs des migrations.

A la faveur des améliorations relatives aux transports, infrastructures et communications, les populations chiapanèques poursuivent leurs déplacements vers le centre et nord du pays et accèdent progressivement au marché de l'emploi, souvent informel, aux États-Unis. En effet, la demande de main d'œuvre faiblement qualifiée (et bon marché) dans certains secteurs, comme celui de la construction, constitue également un important facteur d'attraction.

Ces différents éléments macrostructurels se combinent avec d'autres facteurs d'ordre micro-individuel. Lors du processus de mobilité, les migrants développent leur capital social grâce aux interactions avec d'autres acteurs. L'affermissement des liens entre le lieu d'origine et la société d'accueil et la formation de communautés de chiapanèques aux États-Unis permet aux familles d'adopter des stratégies pour faire face à leur situation précaire ; les migrants intégrés avec succès peuvent par exemple financer la migration de leurs proches, et disposent également d'informations pour contourner les contrôles à la frontière nord.

Le boom migratoire commençant en 2001 et atteignant son point culminant en 2006 décline rapidement à partir de 2007 à cause des mêmes raisons externes évoquées auparavant : de facteur d'attraction, la conjoncture économique dans le pays d'accueil devient un facteur de repoussement, c'est-à-dire, la récession économique et la diminution d'offres d'emploi

dans l'industrie immobilière étasunienne en 2007-2009 freinent considérablement la migration internationale en provenance du Chiapas. Les registres et estimations illustrent ce ralentissement : sur toute la période 2011-2014, on estime à 91 172 le nombre de déplacements des chiapanèques aux États-Unis, soit un chiffre bien inférieur à la seule année 2006.

À la différence des migrants provenant d'autres régions du centre et nord du Mexique qui ont une large tradition d'émigration et de migrations circulaires au niveau international, les habitants du Chiapas sont particulièrement touchés étant donné qu'ils ont intégré tardivement le marché du travail aux États-Unis et que leurs réseaux sociaux transnationaux ne sont pas suffisamment consolidés, d'où un important mouvement de retour vers le Chiapas ces dernières années.

Bibliographie

- Alarcón, R., Cruz, R., Díaz-Bautista, A., González-König, G., Izquierdo, A., Yrizar, G., & Zenteno, R. (2009). La crisis financiera en Estados Unidos y su impacto en la migración mexicana. *Migraciones Internacionales*, vol.5, no 1, 193-210.
- Calva, J. L. (1991). *Probables efectos de un tratado de libre comercio en el campo mexicano*. México D.F.: Fontamara.
- Castles, S. (2000). Migración internacional a comienzos del siglo XXI: tendencias y problemas mundiales. *Revista internacional de ciencias sociales*, no 165, 17-32.
- Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas; Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo. (2006). *Regiones indígenas de México*, [En ligne].

- http://www.cdi.gob.mx/regiones/regiones_indigenas_cdi.pdf (page consultée le 3 novembre 2016).
- Comisión para el Desarrollo y Fomento del Café de Chiapas. (2006). *Elementos estratégicos de la institución*, [En ligne]. <http://www.haciendachiapas.gob.mx/rendicion-ctas/estrategico-inst-OP/informacion/2006/Tomo-II/25500.pdf> (page consultée le 3 novembre 2016).
- Consejo Nacional de Población. (2000). *Anexo A. Resultados principales del índice de intensidad migratoria México-Estados Unidos por entidad federativa*, [En ligne]. http://www.conapo.gob.mx/work/models/CONAPO/migracion_internacional/intensidad_migratoria/anexoA.pdf (page consultée le 3 novembre 2016).
- Consejo Nacional de Población. (2015). *Cambio en la intensidad migratoria en México, 2000-2010*, [En ligne]. https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/78039/Cambio_Intensidad_Migratoria.pdf (page consultée le 3 novembre 2016).
- El Colegio de la Frontera Norte; Consejo Nacional de Población; Instituto Nacional de Migración; Secretaría de Gobernación; Secretaría de Relaciones Exteriores; Secretaría del Trabajo y Previsión Social. (2016). *Principales resultados de la EMIF norte. Serie 1995-2014*, [En ligne]. <http://www.colef.mx/emif/tabuladosnte.php> (page consultée le 3 novembre 2016).
- Flores, M., Bratescu, A., Martínez, J. O., Oviedo, J. A., & Acosta, A. (2001). *Centroamérica: el impacto de la caída de los precios del café*. México D.F.: Comisión Económica para América Latina y el Caribe, Naciones Unidas.
- Instituto Nacional de Estadística y Geografía. (2015). *Censos y conteos de población y vivienda*, [En ligne]. <http://www.cuentame.inegi.org.mx/monografias/informacion/chis/poblacion/default.aspx?tema=me&e=07> (page consultée le 3 novembre 2016).
- Instituto Nacional de Estadística y Geografía. (2016). *Estadísticas a propósito del día internacional de los pueblos indígenas*, [En ligne]. http://www.inegi.org.mx/saladeprensa/aproposito/2016/indigenas2016_0.pdf (page consultée le 3 novembre 2016).
- López Arévalo, J., & Mayo, B. (2012). Chiapas, endeudamiento en la encrucijada. *Economía Informa*, no 376, 47-60.
- López Arévalo, J., & Núñez Medina, G. (2016). *Desigualdad y exclusión social en chiapas, una mirada a largo plazo*. Oxfam México; Colectivo Isitame.
- López Arévalo, J., Sovilla Sogne, B., & García Fernández, F. (2011). Efectos macroeconómicos de las remesas en la economía mexicana y de Chiapas. *Papeles de población*, no 67, 57-89.
- López Castro, G. (2001). Tráfico de personas: coyotes y guías comunitarios en la migración mexicana. En *Foro Migraciones. Migración: México entre sus dos fronteras* (p. 88-93). México D.F.: Sin Fronteras I.A.P.
- Martínez Velasco, G. (2013). Migración internacional chiapaneca: trayectorias de movilidad, sociodemográficas y condiciones sociales. *Pueblos y fronteras digital*, vol. 8, no 15, 50-91.

- Massey, D. S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A., & Taylor, J. E. (1993). Theories of International Migration: A Review and Appraisal. *Population and Development Review*, vol. 19, no 3, 431-466.
- Nájera Aguirre, J. N., & López Arévalo, J. (2012). Migración de chiapanecos a los Estados Unidos, una visión desde la Encuesta sobre Migración en la Frontera Norte de México (EMIF NORTE). En S. Berumen Sandoval, & J. López Arévalo (coords.), *Pobreza y Migración. Enfoques y evidencias a partir de los estudios regionales en México* (p. 465-502). México D.F.: Centro de Estudios Migratorios; SEGOB; Tilde Editores.
- Oficina Internacional del Trabajo. (2009). La crisis en el sector de la construcción. *Trabajo*, no 66, 16-17.
- Pérez-Soria, J. (2015). Organización interna de los clubs de oriundos: análisis desde el lugar de destino. *Espiral*, vol. XXII, no 64, 149-188.
- Portes, A. (2008). La barrera hacia ningún lugar: el caso del programa bilateral de administración de la mano de obra. *Migración y Desarrollo*, no 10, 195-204.
- Pozzi, S. (24 de septiembre de 2006). El 'boom' inmobiliario pincha en EE UU. *El País*, [En ligne], http://elpais.com/diario/2006/09/24/economia/1159048803_850215.html (page consultée le 3 novembre 2016).
- Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo . (2014). *Índice de Desarrollo Humano Municipal en México: nueva metodología*, [En ligne]. <http://www.mx.undp.org/content/dam/mexico/docs/Publicaciones/PublicacionesReduccionPobreza/InformesDesarrolloHumano/UNDP-MX-PovRed-IDHmunicipalMexico-032014.pdf> (page consultée le 3 novembre 2016).
- Rus, D. L., & Rus, J. (2008). la migración de trabajadores indígenas de los Altos de Chiapas a Estados Unidos, 2001-2005: el caso de San Juan Chamula. En D. Villafuerte Solís, & M. García Aguilar (coords.), *Migraciones en el sur de México y Centroamérica* (p. 343-382). Tuxtla Gutiérrez: H. Cámara de Diputados, LX Legislatura; Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas; Miguel Ángel Porrúa.
- Rus, D. L., & Rus, J. (2013). El impacto de la migración indocumentada a Estados Unidos en una comunidad tsotsil de Los Altos de Chiapas, 2002-2012. En *Anuario 2012 del Centro de Estudios Superiores de México y Centroamérica* (p. 199-218). Tuxtla Gutiérrez: Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas; Centro de Estudios Superiores de México y Centroamérica.
- Sandoval Palacios, R. (2000). Militarización, seguridad nacional, seguridad pública en México. *Espiral*, vol. VI, no 18, 183-222.
- Villafuerte Solís, D., & García Aguilar, M. (2014). Tres ciclos migratorios en Chiapas: interno, regional e internacional. *Migración y desarrollo*, vol. 12, no 22, 3-37.

Direction

Mathieu Arès, professeur
adjoint, Université de Sherbrooke

Hugo Loiseau, professeur
agréé, Université de Sherbrooke

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[À la liste de diffusion](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : oda@uqam.ca

Site web : www.ameriques.uqam.ca



Rédaction

Jean Clot, chercheur postdoctorant Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), UMR Pacte, Université Grenoble Alpes, France.

Jorge López Arévalo, enseignant-chercheur, Universidad Autónoma de Chiapas, Mexique.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).